



FAGACE

FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET
DE COOPERATION ECONOMIQUE

UNE INSTITUTION FINANCIERE AU SERVICE
DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

RAPPORT ANNUEL

2017

WWW.LE-FAGACE.ORG

COPIRYGHT FAGACE JUILLET 2018





SOMMAIRE

I. PRESENTATION DU FAGACE	5
1.1 Création – Objet – Fonctionnement	5
1.2 Composition des Organes	6
1.3 Ressources	7
II. ORGANES	8
III. CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET SITUATION EN AFRIQUE	10
3.1 Contexte économique international	10
3.2 Situation en Afrique	10
IV. ACTIVITES DE L'EXERCICE	12
4.1 Reunions des instances	12
4.2 Activites de la direction generale	13
4.2.1 Activites administratives	13
4.2.2 Activites juridiques	14
4.2.3 Activites operationnelles	14
4.2.4 Cooperation et communication	19
4.2.5 Activites des representations regionales	20
4.2.6 Situation financiere	21

LISTE DES SIGLES

AFD	Agence Française de Développement
ASE	Structure d'Appui au Services et Entreprises
BACB	Banque Agricole et Commerciale du Burkina
BACI	Banque Atlantique de Côte d'Ivoire
BAD	Banque Africaine de Développement
BCB	Banque Commerciale du Burkina
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BFA	Banque Pour le Financement de l'Agriculture
BIA-Niger	Banque Internationale pour l'Afrique au Niger
BIB	Banque Internationale du Burkina
BIBE	Banque Internationale du Bénin
BICEC	Banque Internationale pour le Crédit et l'Epargne au Cameroun
BICIA-B	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Burkina Faso
BICIS	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement pour le Développement de la CEDEAO
BIM	Banque Islamique de la Mauritanie
BIS	Banque Islamique du Sénégal
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BOA	Bank Of Africa
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BRD	Banque Rwandaise de Développement
BRIC	Banque Régionale d'Investissement de la CEDEAO
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BSIC	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce
BST	Banque Sénégal-Tunisienne
BTCI	Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie
BTP	Bâtiment Travaux Public
CBAO	Compagnie Bancaire pour l'Afrique de l'Ouest
CBCA	Commercial Bank of Centrafrique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique de l'Afrique Centrale
CFA	Communauté Financière Africaine
CFOA	Compagnie Financière de l'Ouest Africain
CL	Crédit Lyonnais
COBACI	Compagnie bancaire de la Côte d'Ivoire
CT	Court Terme
DC/BR	Dépositaire Central/Banque de Règlement
FACI	Facilité d'Appui au Commerce International
FCI	Finances Conseils Investissements
FED	Fonds Européen de Développement
FPE	Fonds de Promotion Economique
FSA	Fonds de Solidarité Africain
GROUPE ETI	Groupe Ecobank Transnational Incorporated
GT/C2A	Groupement Togolais d'Assurances/Compagnie Africaine d'Assurance
IBCG	Industrie Béninoise des Corps Gras
IDE	Investissement Direct Etranger
MLT	Moyen et Long Terme
PIB	Produit Intérieur Brut
PMEX/COOPEX	Petite et Moyenne Entreprise Exportatrice/Coopératives Exportatrices
RFI	Radio France Internationale
SCIE	Société de Commercialisation d'informations d'Entreprises
SENELEC	Société Sénégalaise de distribution et d'Energie Electrique
SHELTER AFRIQUE	Société pour l'Habitat et le Logement Territorial en Afrique
SP-FAB	Société de Promotion du Fonds Africain pour le Développement des Biocarburants
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UTB	Union Togolaise de Banque

UNE NOUVELLE STRATÉGIE CONSTRUITE AUTOUR DES BANQUES ET DES SFD

**PARTENARIAT
FAGACE-
BANQUES
ET SFD**

**NOUVEAUX
MECANISMES
DE GARANTIE**

**DEVELOPPEMENT
DES PROJETS
DES PME-PMI**

**NOUVEAUX
MODES
OPERATOIRES**



I - PRESENTATION DU FAGACE

1.1 - Création – Objet – Fonctionnement

Le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) est une Institution Financière Internationale spécialisée dans la promotion des investissements publics et privés. Son siège social est situé à Cotonou en République du Bénin.

- Etats Membres

Les Etats membres au nombre de quatorze (14) sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad et Togo.

- Objet

L'objet du Fonds est de contribuer au développement économique et social des Etats membres, pris individuellement ou collectivement en participant au financement de leurs projets de développement.

- Formes d'intervention

Le Fonds garantit :

- les prêts à moyen ou long terme destinés au financement ou au refinancement d'investissements productifs ;
- les prêts à court terme destinés au renforcement des capacités financières des banques et des institutions de micro finance ;
- les opérations à court terme ;
- les levées de fonds.

- Domaines d'intervention

Les principaux domaines d'intervention du Fonds sont :

- les industries de valorisation des ressources naturelles locales ou d'import substitution ;
- le développement rural : agriculture, élevage ;
- les infrastructures de base (routes, aéroports, chemin de fer, hydraulique villageoise) ou modernes (télécommunications) ;
- le commerce (import-export) ;
- les petites et moyennes entreprises de production de biens et services.
- les petites et moyennes industries.

- Bénéficiaires

Les bénéficiaires des interventions du Fonds sont :

- les Etats membres de l'Institution ou leurs démembrements : organismes publics ou parapublics, collectivités locales ;
- les entreprises privées ou mixtes, individuelles ou collectives, nouvellement créées ou en expansion, ayant leur siège et leur champ d'activité principale dans un ou plusieurs Etats membres ;
- les Institutions Financières Nationales ;
- les organismes régionaux dont l'activité concourt à l'intégration des économies des Etats membres.

1.2 - Composition des Organes

Organes d'Administration et de Gestion :

- Administration

Le Fonds est administré par :

- Le Conseil des Gouverneurs, organe suprême, qui comprend le Ministre chargé des Finances par Etat membre et un Responsable par Institution membre. Le Conseil des Gouverneurs fixe les orientations générales, modifie les statuts, procède à la nomination du Directeur Général et des Commissaires aux comptes ;
- Le Conseil d'Administration reçoit délégation de pouvoir du Conseil des Gouverneurs et comprend un Administrateur et un suppléant par Etat membre, un Administrateur par Etat membre non régional et un Administrateur par Institution membre. Il autorise les interventions, adopte le budget et approuve les états financiers.

- Gestion

La gestion courante est assurée par un Directeur Général qui représente et engage l'Institution. Il reçoit et instruit toutes les demandes d'intervention et suit les engagements pris.

Un nouveau Directeur Général a été désigné par le Conseil des Gouverneurs et a pris fonction en janvier 2017.

Pour sa première année d'activité, la nouvelle Direction Générale a posé au cours de l'exercice 2017, les jalons du processus de modernisation et de redynamisation du Fonds et de ses activités. Ce processus a franchi au cours de cette année, des étapes clés telles que :

- la refonte du système managérial et organisationnel du Fonds ;
- l'élaboration d'une stratégie de relance des activités opérationnelles ;
- le rétablissement progressif des équilibres financiers du Fonds ;
- l'initiation d'actions novatrices en vue d'établir des partenariats régionaux et internationaux solides.

1.3 - Ressources

Les ressources du Fonds proviennent :

- des versements des membres au titre de la libération du capital souscrit ;
- des emprunts ;
- des subventions, dons, legs et libéralités ;
- de la rémunération des engagements d'aval, du financement direct et d'allongement de la durée de crédit ;
- de toutes autres origines licites.

Au 31 décembre 2017, le capital social autorisé est de 350 000 millions de FCFA et est structuré comme suit :

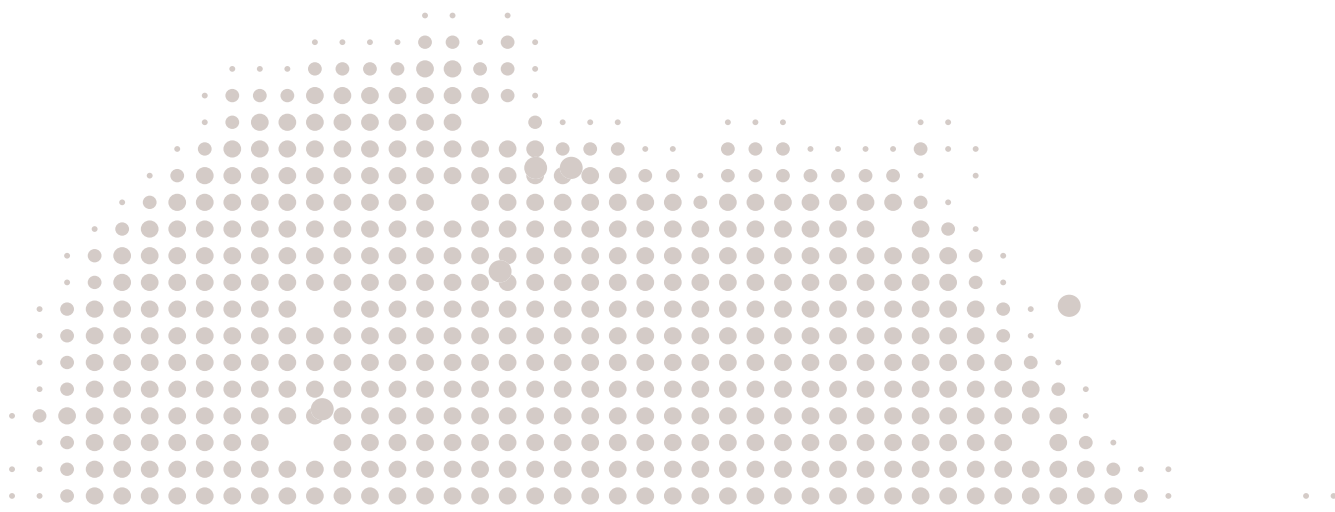
STRUCTURE DU CAPITAL DU FONDS (en millions de FCFA)	
Capital autorisé	350 000
Capital souscrit	233 310
Capital restant à souscrire	116 690
Capital appelé depuis l'origine (jusqu'en déc. 2017)	33 327
Capital sujet à appel	199 983
Capital libéré	14 114
Capital à libérer	19 214

II - ORGANES

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET GOUVERNEURS DU FAGACE

PAYS	ADMINISTRATEURS	GOUVERNEURS
BENIN	<p>M. Hugues-Oscar LOKOSSOU Assistant du Ministre de l'Economie et des Finances, Coordonnateur de l'unité d'appui stratégique du Ministre de l'Economie et des Finances</p> <p>M. Rodrigue CHAOU, Directeur Général du Budget</p>	<p>M. Romuald WADAGNI Ministre de l'Economie et des Finances</p>
BURKINA FASO	<p>M. Alain Juste Magloire DABRE Inspecteur du Trésor et Directeur des Affaires Economiques et Financières</p>	<p>Mme Hadizatou R. COULIBALY SORI Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement</p>
CAMEROUN	<p>M. Sylvain BODI ZOGO Chef cellule des Relations Financières internationales</p> <p>M. Serge ELLE Chef de Cellule Marchés Financiers pi</p>	<p>M. Alamine Ousmane MEY Ministre des Finances</p>
CENTRAFRIQUE	<p>M. Victor MAZANGA Chargé de mission en matière de gestion du portefeuille des engagements de l'Etat</p>	<p>M. Henri-Marie DONDRA Ministre des Finances et du Budget</p>
CONGO	<p>M. Hilaire MAVOUNGOU Conseiller au budget du Ministre</p> <p>M. François NDINGA</p>	<p>M. Calixte NGANONGO Ministre des Finances, du Budget</p>
COTE D IVOIRE	<p>Mme Saran Ballo KONE Sous Directeur des Politiques et Stratégies d'Intégration Régionale</p>	<p>M. Adama KONE, Ministre de l'Economie et des Finances</p>
GUINEE BISSAU	<p>M. Fortes Buli INJAI Directeur Général de l'Economie et du Développement</p>	<p>M. João Alage Mamadu FADIA Ministre de l'Economie et des Finances</p>

MALI	<p>M.Sory Ibrahima DIARRA Sous Directeur des Etudes Générales de la Direction Générale de la Dette Publique</p> <p>M. Jean Paul BERTHE Chef de division Etudes Financières et Economiques de la Direction Générale de la dette publique</p>	<p>Docteur Boubou CISSE Ministre de l'Economie et des Finances</p>
MAURITANIE	<p>M. Limam OULD GOHY Directeur Général Adjoint du budget</p> <p>M. Niang IDRISSE Directeur Général adjoint du trésor et de la comptabilité publique</p>	<p>M. Moctar Ould DJAY Ministre de l'Economie et des des Finances</p>
NIGER	<p>Mme Salamatou KATAMBE BARAZE Directrice des entreprises publiques et du portefeuille d'Etat</p>	<p>M. Hassoumi MASSAOUDOU Ministre des Finances</p>
RWANDA	<p>M. Cyrille HATEGEKIMANA Conseiller du Secrétaire d'Etat Chargé de la Planification Economique au Ministère des Finances et de la Planification Economique</p>	<p>Ambassadeur Claver GATETE Ministre des Finances et de la Planification Economique</p>
SENEGAL	<p>M. Papa Amadou SARR Conseiller Technique</p> <p>M. Daouda SEMBENE Conseiller Technique</p>	<p>M. Amadou BA Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan</p>
TCHAD	<p>M. Abakar IBRAHIM Economiste au Ministère des Finances et du budget</p>	<p>M. Christian Georges DIGUIMBAYE Ministre des Finances et du Budget</p>
TOGO	<p>M. Ekpao ADJABO Conseiller Technique du Ministre</p> <p>Mme Ayélé DATTI Directrice du Financement et du Contrôle de l'exécution du Plan</p>	<p>M. Sani YAYA Ministre de l'Economie et des Finances</p>



FAGACE

FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET
DE COOPERATION ECONOMIQUE

UNE INSTITUTION FINANCIERE AU SERVICE
DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE



III - CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET SITUATION EN AFRIQUE

3.1 - Contexte économique international

La croissance mondiale pour 2017 est de 3,7% soit 0,1 point de plus que prévu en octobre 2017 et 0,5 point de plus qu'en 2016. Cette accélération de la croissance est généralisée, avec des révisions à la hausse notables en Europe et en Asie.

L'expansion cyclique actuelle offre une occasion idéale de procéder à des réformes. Tous les pays ont pour priorités de mettre en œuvre des réformes structurelles qui accroîtront la production potentielle et de mieux partager les bienfaits de la croissance. Sur fond d'optimisme sur les marchés financiers, il est impératif d'assurer la résilience financière. Étant donné le faible niveau de l'inflation, des capacités de production inemployées subsistent dans bon nombre de pays avancés, et la politique monétaire doit rester accommodante. Cependant, la dynamique de croissance plus favorable signifie que la politique budgétaire doit de plus en plus être axée sur des objectifs à moyen terme, à savoir assurer la viabilité des finances publiques et accroître la production potentielle. La coopération multilatérale demeure vitale pour assurer la reprise de l'économie mondiale.

La reprise cyclique qui est en cours depuis le milieu de 2016 a continué de s'affermir. En 2017, environ 120 pays, qui représentent trois quarts du PIB mondial, ont enregistré une accélération de leur croissance sur un an : il s'agit de l'accélération synchronisée de la croissance mondiale la plus large depuis 2010. Parmi les pays avancés, la croissance au troisième trimestre de 2017 a été plus élevée que prévu à l'automne dernier, notamment en Allemagne, en Corée, aux États-Unis et au Japon. Pour ce même trimestre, des pays émergents et des pays en développement importants, parmi lesquels l'Afrique du Sud, le Brésil et la Chine, ont aussi enregistré une croissance supérieure aux prévisions de l'automne. Selon des données à fréquence élevée et des indicateurs du climat des marchés, cette dynamique solide a persisté au quatrième trimestre. Le commerce mondial a progressé vivement ces derniers mois, grâce à une augmentation de l'investissement, en particulier dans les pays avancés, et de la production manufacturière en Asie, à la veille du lancement de nouveaux modèles de téléphones intelligents. Selon les indices des directeurs d'achat, l'activité manufacturière devrait être ferme, ce qui cadre avec la solide confiance des consommateurs révélant une demande finale vigoureuse.

3.2 - Situation en Afrique

La croissance du Produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique se situe à 3 % en 2017, contre 2,2 % en 2016.

La croissance économique en Afrique subsaharienne est en train de rebondir en 2017, après avoir enregistré en 2016, son niveau le plus bas depuis plus de deux décennies. La région montre des signes de reprise et la croissance devrait y atteindre 2,6 % en 2017. Cette reprise reste néanmoins faible, et la croissance économique ne devrait se situer que légèrement au-dessus de la croissance démographique, soit un rythme qui entrave les efforts en faveur de l'emploi et de la réduction de la pauvreté.

Le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'Angola, les principales économies du continent, enregistrent un rebond après le ralentissement brutal de 2016, mais ce redressement est lent en raison d'un ajustement insuffisant par rapport à la baisse des prix des matières premières et à l'incertitude des politiques. En outre, plusieurs pays exportateurs de pétrole de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) sont confrontés à des difficultés économiques.

L'Afrique du Nord a enregistré le deuxième plus fort taux de croissance, grâce à la reprise économique en Égypte (4,3 % de croissance) et en Algérie (3,3 %). La croissance de la région de l'Afrique du Nord devrait atteindre 3,1 % en 2017, grâce notamment à l'amorce d'une reprise de la croissance économique au Maroc, qui devrait ainsi enregistrer un taux de 4,5 % en 2017.

Huit (08) des quatorze Etats membres actuels du FAGACE se situent dans l'espace UEMOA.

Deux pays membres, le Rwanda et la Mauritanie sont en dehors des zones UEMOA et CEMAC.

Le Rwanda a enregistré une croissance de 6,1%, dépassant les prévisions initiales établies à 5,9% en 2016. Cette croissance robuste est soutenue par l'agriculture, le secteur des services et le dynamisme dans le secteur de la construction.

La Mauritanie a enregistré un taux de croissance de 3,5% du Produit Intérieur Brut en 2017, soit une hausse par rapport aux 2% de l'année 2016.

Cette embellie de la croissance « est tirée par le secteur de la pêche, le commerce et les industries manufacturières. L'inflation a atteint 2,4% en 2017. Elle est en hausse par rapport à 2016 (1,5%). Une hausse qui reflète surtout la tendance des prix des denrées alimentaires importées et l'effet de la dépréciation de l'ouguiya ».

IV - ACTIVITES DE L'EXERCICE

L'année 2017 a été pour la nouvelle Direction Générale une première étape dans le processus de modernisation du système managérial et organisationnel, l'élaboration des stratégies de relance des activités opérationnelles, le rétablissement progressif des équilibres financiers du Fonds et l'initiation des actions innovatrices en vue d'un partenariat international solide.

La Direction Générale a choisi de privilégier la stratégie visant à la gestion optimale des ressources, la maîtrise de la gestion des risques ainsi que des charges de fonctionnement et à l'alignement du Fonds sur les normes internationales.

L'exercice 2017 a donc été marqué par la mise en place de réformes sur :

- le plan stratégique, organisationnel et financier ;
- la redynamisation de la gestion du personnel ;
- le règlement des litiges et le rétablissement de la confiance avec le système bancaire et financier conduisant à l'assainissement du portefeuille ;
- le renforcement de la communication et le partenariat international.

4.1 - REUNIONS DES INSTANCES

Au cours de l'exercice 2017, quatre (04) réunions des Instances dirigeantes de l'Institution ont été tenues.

- une (01) session du Conseil des Gouverneurs ;
- trois (03) sessions du Conseil d'Administration.

Au cours de ces sessions, les travaux ont essentiellement porté sur la gestion organisationnelle, opérationnelle et financière de l'Institution et ont permis notamment :

- l'adoption du Plan Stratégique 2017-2020 ;
- la révision et l'adoption des textes régissant le personnel ;
- l'adoption de la Politique d'octroi de la garantie du Fonds en 2018 ;
- l'annulation des approbations non décaissées ;
- l'adoption du programme d'activités et du budget de l'exercice 2018.

En outre, au cours de ces réunions, les Instances ont entre autres approuvé le rapport d'activités et les états financiers de l'exercice 2016 qui se sont traduits par un résultat déficitaire.

4.2 - ACTIVITES DE LA DIRECTION GENERALE

Les activités de la Direction Générale ont été caractérisées par le contexte particulier lié à la nécessité d'opérer des changements organisationnels.

4.2.1 - Activités administratives

4.2.1.1 - Organisation des services

La fin de l'année 2017 a connu l'adoption d'un nouvel organigramme. Ce dernier comprend outre la Direction Générale, quatre (04) Directions techniques, les Services fonctionnels rattachés à la Direction Générale et les Représentations Régionales (Cameroun et Rwanda).

4.2.1.2 Coordination des activités

En vue d'un meilleur suivi et d'une coordination efficiente des activités stratégiques, le Comité de Direction se réunit régulièrement.

Le Comité de Direction est présidé par le Directeur Général et se compose comme suit :

Directeur Général	Président
Juriste	Membre
Auditeur Général	Membre
Chargée de la Communication	Rapporteur
Chargée de la coordination des projets	Membre
Directeur des Opérations	Membre
Directeur des risques	Membre
Directeur des Ressources	Membre
Directeur Financier et Comptable	Membre

4.2.1.3 Révision des textes régissant le personnel

Avec l'appui d'un cabinet international, le Fonds s'est doté de nouveaux textes régissant le personnel.

Les textes mis à jour sont en conformité avec les normes et pratiques internationales en la matière en général, et celles des Institutions internationales comparables en particulier.

4.2.1.4 Plan stratégique, organisationnel et financier

Au cours de la période, un nouveau modèle économique a été élaboré en vue de mettre en place une organisation optimale et augmenter la capacité de mobilisation des ressources du Fonds.

A l'issue du diagnostic et de l'analyse, un plan stratégique détaillé, une feuille de route pour la mise en œuvre des actions prioritaires et un plan marketing ont été élaborés.

De même, le processus de recrutement des administrateurs indépendants a été initié et devra contribuer à rassurer les parties prenantes et les partenaires cibles sur l'avenir de l'Institution.

La mise en œuvre du plan stratégique est en cours avec des actions entreprises telles que la déclinaison du plan en politique d'octroi de garantie et le lancement du recrutement des administrateurs indépendants.

4.2.2 Activités juridiques

Les activités juridiques se sont articulées autour de plusieurs actions notamment :

- L'analyse et le suivi juridique des projets garantis, les inscriptions des sûretés et leur renouvellement ;
- La signature des contrats de services et de prestations ;
- Le traitement des sinistres et du contentieux ainsi que la rédaction des accords, conventions, résolutions et décisions des Instances.

4.2.3 Activités opérationnelles

Les activités opérationnelles ont principalement concerné l'identification et l'instruction de nouvelles requêtes d'intervention et le suivi des projets.

4.2.3.1 Identification de projets

En 2017, les actions mises en œuvre pour l'identification des projets ont permis d'enregistrer cinquante (50) dossiers de demande d'intervention en garantie et trois (03) en financement direct.

La situation du pipeline au 31 décembre 2017 se présente comme suit :

	NOMBRE DE PROJETS REÇUS	COÛT PROJET (EN MILLIONS DE FCFA)	EMPRUNT SOLLICITÉ (EN MILLIONS DE FCFA)	GARANTIE SOLLICITÉE (EN MILLIONS DE FCFA)
PRETS DIRECTS	3	1 237	935	
GARAN- TIES	50	909 716	413 112	206,56
TOTAL	53	910 952	414 047	183 997

Le niveau des interventions sollicitées en garantie témoigne de l'existence d'un besoin réel pour l'accompagnement des projets de développement dans les Etats membres notamment les PME/PMI qui occupent 80% du tissu économique de ces Etats.

4.2.3.2 Approbations nouvelles

Au cours de l'exercice 2017, une demande d'intervention introduite par la société SENELEC du Sénégal a été approuvée par les Instances. Le montant garanti approuvé est de 2 300 millions de FCFA.

4.2.3.3 Bilan des interventions au 31 décembre 2017

Les engagements cumulés se présentent comme suit :

Répartition par pays

PAYS	NOMBRE DE PROJETS	MONTANTS GARANTIS (EN MILLIONS DE F.CFA)	MONTANTS MOBILISÉS (EN MILLIONS DE F.CFA)	%
BENIN	44	52 309	217 409	14%
BURKINA	24	28 260	122 234	8%
CAMEROUN	19	30 283	124 268	8%
CENTRAFRIQUE	7	8 080	31 295	2%
CONGO	68	329	783	0%
COTE D'IVOIRE	68	97 451	319 282	21%
GUINEE BISSEAU	1	4 500	8 143	1%
MALI	12	19 956	70 308	5%
MAURITANIE	1	532	1 519	0%
NIGER	9	14 383	57 604	4%
RWANDA	4	1 771	2 858	0%
SENEGAL	60	83 500	342 070	23%
TOGO	23	38 606	193 929	13%
AUTRES	2	3 750	20 000	1%
TOTAL	275	383 710	1 511 702	100%

Le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo constituent les principaux pays ayant bénéficié des interventions du FAGACE en garantie avec respectivement 23%, 21%, 14% et 13%.

Répartition par secteur d'activités

La répartition sectorielle permet d'identifier les principaux domaines d'activités dans lesquels les interventions du Fonds sont concentrées.

SECTEURS	MONTANTS	%
Energie	68 855	18%
Hôtellerie	7 705	2%
Immobilier	16 329	4%
Industrie	80 430	21%
Infrastructure	5 726	1%
Pêche	3 892	1%
Services	9 952	3%
Télécommunications	72 314	19%
Transport	9 089	2%
Agro-industrie	24 773	6%
Commerce	9 390	2%
Financier	28 187	7%
Santé	2 749	1%
Café cacao	44 319	12%
TOTAL	383 710	100%

Les engagements bruts en garantie sont concentrés autour de quatre secteurs d'activités que sont l'Energie (18%), le Café Cacao (12%), les Télécommunications (19%) et l'Industrie (21%).

Cette forte concentration se justifie par les demandes émanant de ces secteurs d'activité qui constituent les principaux moteurs de développement économique des pays membres du Fonds.

4.2.3.3.2 Cautions sur marché : 1 701,5 millions de F.CFA

Le Fonds n'a enregistré au cours de la période, aucune approbation au titre des cautions sur marché.

Les concours bruts cumulés d'un montant de 1 701,75 millions de FCFA portent sur deux (02) dossiers au Bénin qui ont connu de bons dénouements.

Répartition par pays

PAYS	NOMBRE DE PROJETS	TYPE DE CAUTION	MONTANT DE LA LIGNE DE CAUTION (en millions de F.CFA)
BENIN	01	Caution d'avance de démarrage	1 201,75
BENIN	01	Caution de soumission	500,00
TOTAL	02		1 701,75

4.2.3.3.3 Financement direct : 1 800 millions de F.CFA

Pour l'exercice 2017, le Fonds n'a enregistré aucune approbation nouvelle relative à l'activité de financement direct.

Le cumul des projets de financement direct au 31 décembre 2017, porte sur deux (02) projets dont un (01) au Bénin et un (01) au Cameroun pour un montant total de 1 800 millions FCFA.

Répartition par pays

PAYS	NOMBRE DE PROJETS	PRET APPROUVE (en millions de FCFA)
BENIN	01	800
CAMEROUN	01	1 000
TOTAL	02	1 800

Il ressort du portefeuille de prêt direct, un (1) seul projet dans le secteur de l'immobilier au Bénin, le deuxième projet ayant fait l'objet d'annulation.

L'encours du portefeuille de financement direct s'établit au 31 décembre 2017 à 680 millions de FCFA.

4.2.3.3.4 Bonification de taux d'intérêt : 893 millions de F.CFA

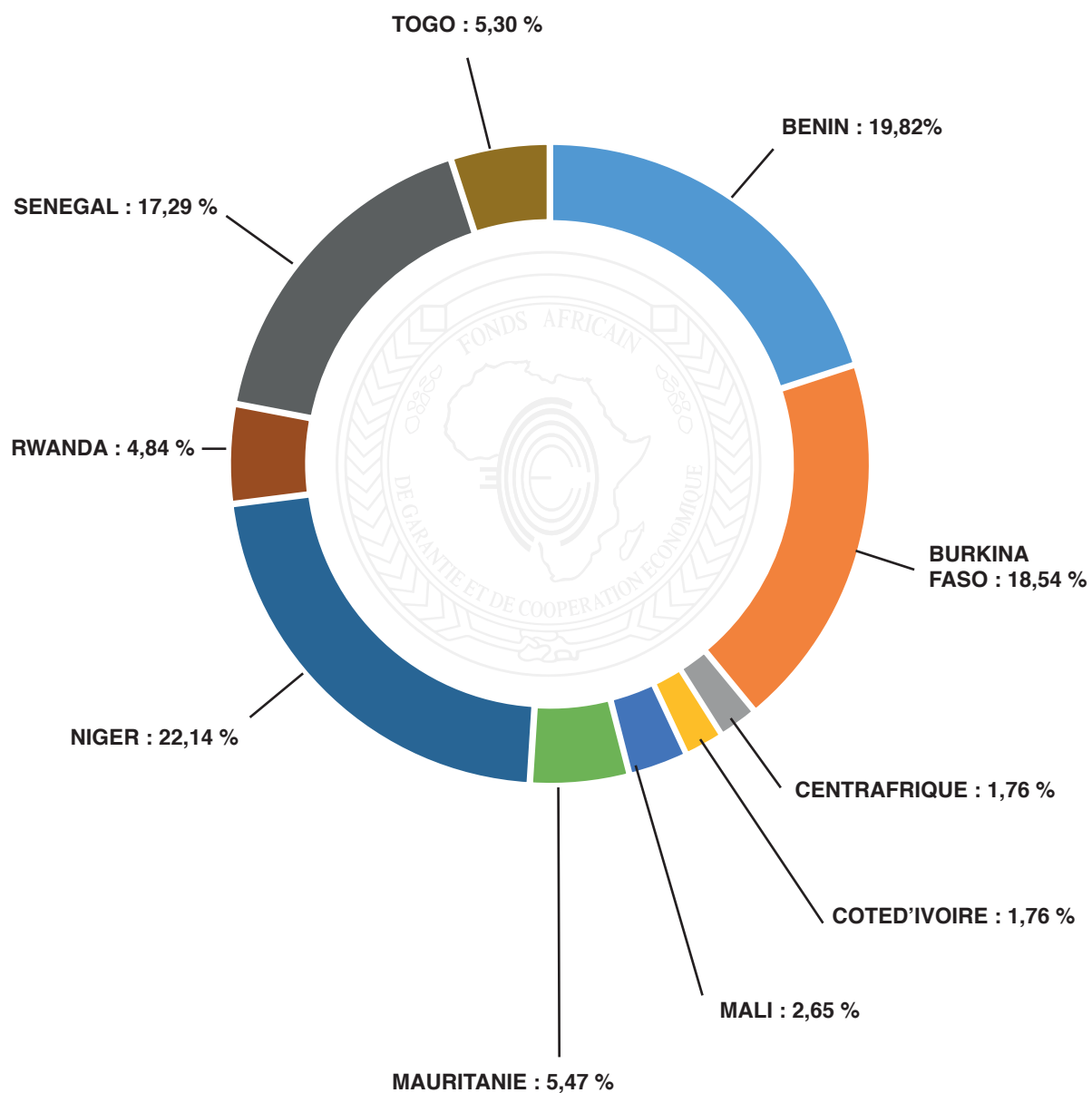
Aucune approbation nouvelle n'a été enregistrée au titre des bonifications de taux d'intérêt au cours de l'année 2017.

L'encours de bonification au 31 décembre 2017 ressort à 893 millions de FCFA.

Quant aux interventions globales du FAGACE en matière de bonification de taux d'intérêts, elles s'élèvent au 31 décembre 2017 à la somme de 8 987 millions de FCFA et portent sur cinquante quatre (54) projets situés dans dix (10) des Etats membres du Fonds.

Cette forme d'intervention a permis la mobilisation de plus de 310 835 millions de FCFA en faveur d'importants projets d'utilité publique dans les Etats membres.

PAYS	NOMBRE DE PROJETS	MONTANT DE BONIFIE (EN MILLIONS DE FCFA)	%
BENIN	8	1 781	19,82
BURKINA FASO	10	1 666	18,54
CENTRAFRIQUE	1	158	1,76
COTE D'IVOIRE	1	197	2,19
MALI	2	238	2,65
MAURITANIE	1	492	5,47
NIGER	11	1 990	22,14
RWANDA	8	435	4,84
SENEGAL	8	1 554	17,29
TOGO	4	476	5,30
TOTAL	54	8 987	100



Le Niger, le Bénin, le Burkina Faso et le Sénégal demeurent les principaux bénéficiaires des interventions du Fonds en matière de bonification de taux d'intérêts, avec respectivement 22,14%, 19,82%, 18,54% et 17,29%.

4.2.3.3.5 – Suivi des projets

Le suivi des projets s'est déroulé tant au plan interne qu'externe.

Le Fonds est resté au cours de la période en contact permanent avec les promoteurs et les bailleurs de fonds ayant bénéficié de ses interventions. Ce qui a permis la collecte d'informations relatives aux dossiers en portefeuille.

L'objectif étant de s'assurer de la bonne exécution des projets, de mieux cerner les difficultés rencontrées afin d'identifier des mesures pour assurer leur bon dénouement.

4.2.4 Coopération et Communication

4.2.4.1 Coopération avec les Etats membres

La coopération avec les Etats membres a porté principalement sur le suivi de la mise en œuvre des décisions des Instances et le recouvrement du capital appelé.

A cet effet, le Directeur Général a eu des rencontres de haut niveau avec Son Excellence Monsieur le Président de la République du Bénin, les Ministres en charge des Finances et de l'Economie des pays membres notamment, le Niger, le Sénégal et la Côte d'Ivoire.

Ces rencontres ont permis de renforcer les relations de coopération pour mieux appuyer le développement des économies des Etats membres.

4.2.4.2 Coopération avec les institutions de développement

Dans le cadre de la coopération avec les institutions de développement, le Fonds a eu des échanges avec des organismes de développement régionaux (BOAD, etc.) et non régionaux (KfW, dans le cadre de l'économie verte).

La Direction Générale a participé à différents forums notamment China Africa Investment organisé à Marrakech (CAIF) et a pris part à la réunion de la zone Franc et aux Assemblées annuelles de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. L'opportunité de ces forums a été saisie pour rencontrer des partenaires potentiels en vue de leur présenter la vision et la nouvelle stratégie du Fonds en vue d'une future coopération.

En outre, le Fonds a poursuivi les actions relatives à son évaluation sur la base des normes et

dispositifs de l'AIAFD à travers une procédure interne d'autoévaluation.

4.2.4.3 Communication

Au plan de la communication, les actions entreprises ont concerné la médiatisation des décisions des Instances, la communication des informations sur les évolutions financières et stratégiques du Fonds aux partenaires et la modernisation des supports de communication.

Entre outre, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan stratégique, un plan de communication a été adopté, en vue de l'amélioration de la notoriété et de l'image de marque du Fonds.

4.2.5 Activités des Représentations Régionales

Au cours de l'année 2017, les activités des Représentations régionales ont concerné, outre le suivi des projets existants, l'identification de nouveaux projets, le développement des contacts avec les banques locales ainsi que les autres partenaires financiers et techniques présents au Rwanda et en Afrique Centrale (Cameroun, Centrafrique, Congo et Tchad) en vue du développement des synergies avec le Fonds.

4.2.6 Situation financière

4.2.6.1 Produits

• Produits d'exploitation

Les Produits d'exploitation se chiffrent à 1 531 millions de FCFA, contre 1 358 millions de FCFA en 2016, soit une hausse de 13% au cours de la période. Cette variation est due à une augmentation de 62% des produits de service qui se chiffrent à 309 millions de FCFA en 2017 contre 191 millions de FCFA en 2016.

• Produits financiers

Les produits financiers s'élèvent à 1 152 millions de FCFA, contre 1 121 millions de FCFA en 2016, soit une hausse de 3%. Cette progression découle de l'optimisation des flux de trésorerie, malgré le règlement d'importants montants aux banques relatifs aux appels de garantie.

4.2.6.2 Charges

Les charges d'exploitation connaissent une augmentation de 3% au cours de la période et s'établissent à 7 676 millions de FCFA en 2017 contre un montant de 7 449 millions de FCFA en 2016. Les charges d'exploitation hors dotations

aux amortissements et aux provisions connaissent une baisse de 22% soit 592 millions de FCFA. Elles se chiffrent à 2 066 millions de FCFA en 2017, contre 2 658 millions de FCFA en 2016. Cette variation est due à l'effort de maîtrise des charges de fonctionnement au cours de l'exercice.

Les charges financières s'établissent à 246 millions de FCFA en 2017, contre 366 millions de FCFA en 2016, soit une baisse de 120 millions de FCFA.

4.2.6.3 Résultat

L'exercice clos au 31 décembre 2017 ressort déficitaire de 3 890 millions de FCFA contre un déficit de 5 827 millions de FCFA au 31 décembre 2016, soit une amélioration de 18%.

Cette contre performance enregistrée malgré la stratégie de maîtrise des charges mise en place au cours de l'exercice 2017 est essentiellement due au niveau important de provisions constituées au cours de l'exercice. Les provisions nettes se chiffrent à 3 393 millions de FCFA au 31 décembre 2017.

4.2.6.4 Analyse de l'équilibre financier et du respect des ratios clés

• Trésorerie

La trésorerie nette du Fonds au 31 décembre 2017 est quasi stable par rapport à 2016 avec un montant de 16 115 millions de FCFA, contre 16 166 millions de FCFA en 2016.

Les Dépôts à Termes se chiffrent à 13 750 millions de FCFA au 31 décembre 2017. Ils sont constitués auprès de banques et institutions financières de la zone.

Conformément à l'article 12 du règlement financier, aucune banque ne peut recevoir en placement financier plus du tiers (1/3) des liquidités disponibles du Fonds. Ce ratio est respecté au 31/12/2017.

• Capital social et Fonds propres

Les fonds propres se chiffrent au 31 décembre 2017 à 11 822 millions de FCFA contre un montant de 11 022 millions de FCFA au 31 décembre 2016, soit une hausse de 7% due à l'effet des libérations du capital par les Etats membres.

Les fonds propres brut, tenant compte du capital appelé non libéré de 19 294 millions de FCFA se chiffrent au 31 décembre 2017 à 31 036 millions de FCFA.

Au 31 décembre 2017, le capital autorisé du Fonds se chiffre à 350 000 millions de FCFA, souscrit à hauteur de 233 310 millions de FCFA. La partie appelée se chiffre à 33 320 millions de F.CFA, soit un niveau de capital sujet à appel de 199 990 millions de FCFA.

Selon l'article 10 alinéa 1 de la convention portant statuts du FAGACE, la fraction du capital sujet à appel sert de garantie aux engagements contractés par le Fonds.

• Engagements hors bilan

Les engagements donnés s'élèvent à 21 453 millions de F.CFA en 2017, contre 25 341 millions de FCFA en 2016, dont 120 millions de FCFA en prêt accordé non décaissé.

• Solvabilité

Au 31/12/2017, le niveau des ressources propres non grevées du Fonds représentent au moins le dixième (1/10) du Total des avals accordés par le Fonds comme requis par l'article 9 du règlement financier.

En définitive, on pourrait remarquer qu'au 31 décembre 2017, la structure financière du Fonds est équilibrée et sa solvabilité ainsi que sa trésorerie sont assurées.

4.2.7.2 Vérifications interne et externe

4.2.7.2.1 Vérifications internes

L'activité de contrôle au cours de l'exercice 2017 a consisté à s'assurer du respect des procédures internes, de la fiabilité du système d'information et de l'information financière (états financiers, exécution budgétaire) d'une part, et, d'autre part, à procéder au contrôle de régularité des différents documents de recettes et de dépenses et de vérifier régulièrement l'adéquation entre les réalisations et les prévisions afin de prévenir les écarts importants.

4.2.7.2.2 Commissaires aux comptes

Les Cabinets DELOITTE et AUDITEURS ASSOCIES EN AFRIQUE (AAA) membre du réseau KPMG ont été nommés en qualité de Commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2017.



FAGACE

FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET
DE COOPERATION ECONOMIQUE

UNE INSTITUTION FINANCIERE AU SERVICE
DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

RAPPORTS

DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

AAA Bénin

2ème étage immeuble Allianz Bénin
Carré 4240, quartier Patte d'Oie
01 BP 5802 Cotonou, Bénin
Tél : (229) 21 31 56 43
Fax : (229) 21 31 56 43

Deloitte Bénin

Rue N°102 Guinkomè
02 BP 2877 Cotonou - Bénin
Tél : (229) 21 31 17 51
Fax : (229) 21 31 71 35

2017

RAPPORT
ANNUEL

www.le-fagace.org

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Opinion

Dans l'hypothèse où le projet d'états financiers annuels ci-joints serait arrêté en l'état par le Conseil d'Administration, nous émettrons une opinion favorable, si la levée des points en suspens décrits dans la partie 2 ci-dessus ne révèle pas d'anomalies et/ou d'ajustements significatifs.

Les points mentionnés aux paragraphes 3.1.2 et 3.1.3 feront l'objet d'une observation sans incidence sur l'opinion qui sera émise dans le rapport au Conseil des Gouverneurs.

Par ailleurs, si les contrôles que nous effectuerons postérieurement à la tenue de ce Conseil d'Administration sur le rapport de gestion ne révèlent aucune anomalie, et si le projet de textes de résolutions soumis aux actionnaires est bien conforme à la loi et aux statuts, nous ne formulerons aucune observation dans la deuxième partie de notre rapport sur les comptes annuels, réservée aux vérifications et informations spécifiques prévues par la loi, à part ceux soulevés au paragraphe 4 ci-dessus.

Cotonou, le 25 juillet 2018

Les commissaires aux comptes

Franck FANOU

Expert-comptable diplômé
Commissaire aux comptes
Numéro d'inscription à l'OECCA :
075-EC

Marc WABI

Expert-comptable diplômé
Commissaire aux comptes
Numéro d'inscription à l'OECCA :
030-EC

ANNEXE :
Etats financiers annuels
au 31 décembre 2017

BILAN AU 31 DECEMBRE 2017 (En F.CFA)

ACTIF	2017	2016	VARIATIONS
Eléments	Montants		%
Opérations de trésorerie et interbancaire	16 115 036 712	16 166 476 084	0%
Valeurs en caisse	300 000	42 105	
Comptes ordinaires chez les établissements de crédit	2 158 883 972	3 509 466 856	-38%
Banques et correspondants	2 158 883 972	3 509 466 856	
Autres comptes de dépôt chez les éts de crédit	13 955 852 740	12 656 967 123	10%
Dépôts à Terme constitués	13 750 000 000	12 530 000 000	
Créances rattachées sur DAT constitués	205 852 740	126 967 123	
Opération avec la clientèle	1 095 266 938	1 110 017 163	-1%
Crédit à la clientèle	1 095 266 938	1 110 017 163	-1%
Autres crédits à court terme	97 247 853	143 871 871	
Crédits à Moyen et Long Terme	926 725 797	957 975 292	
Créances rattachées sur crédits MT et LT	71 293 288	8 170 000	
Opérations sur titre et opérations diverses	21 024 060 103	3 832 610 716	449%
Titres de placement	932 488 161	824 745 925	13%
Obligations	921 741 140	783 813 640	
Créances rattachées /titres de placement	10 747 021	40 932 285	
Débiteurs divers	19 289 505 364	2 953 422 568	553%
Débiteurs divers	33 417 813 074	13 565 710 603	
Provision pour dépréciation	14 128 307 710	10 612 288 035	
Comptes transitoires et d'attente	0	2 295 849	-100%
Autres comptes transitoires et comptes d'attente	0	2 295 849	
Comptes de régularisation Actif	802 066 578	52 146 374	1438%
Compte de valeurs immobilisées	3 638 788 179	4 961 680 187	-27%
Immobilisations Financières	2 229 024 213	2 235 742 373	0%
Titres de participation	359 400 001	726 063 805	
Titre d'investissement	2 305 830 782	1 933 671 370	
Provision pour dépréciation	436 206 570	423 992 802	
Dépôts et cautionnements	16 021 756	10 021 756	-60%
Immobilisations corporelles et incorporelles	1 393 742 210	2 715 916 058	-49%
Immobilisation en cours	0	5 066 609	
Immobilisation d'exploitation	6 473 391 504	7 550 283 540	
Amortissement des immobilisations et provisions	5 079 649 294	4 839 434 091	
TOTAL	41 873 151 932	26 070 784 150	61%

BILAN AU 31 DECEMBRE 2017 (En F.CFA)

PASSIF	2017	2016	VARIATIONS
Eléments	Montants		%
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRE	3 641 529 559	5 462 378 499	-33%
Comptes d'emprunt et autres sommes dues aux Etablissements de crédit	3 641 529 559	5 462 378 499	-33%
Emprunts et Autres Emprunts	3 583 885 000	5 375 827 500	
Dettes rattachées sur emprunt à terme	57 644 559	86 550 999	
Comptes d'opérations avec la clientèle	11 250 000	17 250 000	-35%
Comptes de la clientèle	11 250 000	17 250 000	-35%
Dépôts de garantie et autres dépôts reçus	11 250 000	17 250 000	
Comptes d'opérations sur titre et opérations diverses	2 767 761 166	4 691 897 417	-41%
Créditeurs divers	1 030 744 775	3 023 583 442	-66%
Créditeurs divers	1 030 744 775	3 023 583 442	
Comptes transitoires et d'attente	1 737 016 391	1 668 313 975	4%
Comptes de régularisation Passif	1 737 016 391	1 668 313 975	
Comptes de provisions, Fonds propres et Assimilés	35 452 611 207	15 899 258 234	123%
Subvention et Autres Fonds Reçus	100 000 000	100 000 000	
Fonds de Bonification	100 000 000	100 000 000	
Provision pour risques et charges	4 416 634 582	4 877 236 876	-9%
Provisions pour charges de retraite	612 808 360	535 713 179	
Provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	3 093 846 285	3 631 543 760	
Autres provisions pour risques et charges	709 979 937	709 979 937	
Primes liées au capital et réserves	4 225 220 554	4 225 220 554	0%
Primes liées au capital	887 500 000	887 500 000	
Réserves	2 063 462 066	2 063 462 066	
Ecart de réévaluation	1 274 258 488	1 274 258 488	
Capital et dotation	33 327 340 000	34 423 128 715	-3%
Capital	233 310 000 000	350 000 000 000	
Actionnaires ou associés	199 982 660 000	315 576 871 285	
Report à Nouveau	-2 726 327 911	-21 898 715 388	88%
Résultat net	-3 890 256 018	-5 827 612 523	33%
TOTAL	41 873 151 932	26 070 784 150	61%

HORS BILAN (En F.CFA)

ELEMENTS	31/12/2017	31/12/2016	%
Engagements de Financement Donnés	120 000 000	420 000 000	-71%
Engagements de Garantie Donnés	21 453 306 427	24 801 800 000	-14%
TOTAL	21 573 306 427	25 221 800 000	-14%

COMpte DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2017 (En F.CFA)

PRODUITS	2017	2016	VARIATIONS
Eléments	Montants		%
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 530 550 170	1 358 387 588	13%
Produits sur opérations de trésorerie et opérations Interbancaires	958 768 990	1 001 400 962	
Produits sur opérations avec la clientèle	69 183 536	46 511 957	
Produits sur titre et opérations diverses	111 720 168	90 097 483	
Produits sur valeurs immobilisées	81 439 460	5 000 000	
Produits sur opérations de change	0	5 142 696	
Produits sur opérations du hors bilan	309 438 016	191 179 615	
Autres Produits d'exploitation bancaire	0	19 054 875	
PLUS-VALUES DE CESSION	0	5 721 500	-100%
REPRISE D'AMORTISSEMENT, PROVISIONS ET RECUPERATION SUR CREDITS DOUTEUX	1 980 747 310	3 262 045 366	-39%
Reprise de provision pour risques et charges	1 651 051 981	3 262 045 366	
Résultat d'exploitation	-4 164 593 376	-2 822 377 465	48%
TOTAL 1	3 511 297 480	4 626 154 454	-24%
PRODUITS EXCEPTIONNELS ET PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	666 269 008	359 095 277	86%
Produits exceptionnels	354 039 743	91 063 115	
Profits sur exercices antérieurs	312 229 265	268 032 162	
Résultat Hors exploitation	274 337 358	-3 005 235 058	-109%
TOTAL 2	662 282 56	359 095 277	84%
Résultat Net	-3 890 256 018	-5 827 612 523	18%
TOTAL	4 177 566 488	4 985 249 731	-16%

COMPTES DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2017 (En F.CFA)

CHARGES	2017	2016	VARIATIONS
Eléments	Montants		%
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	245 957 532	366 531 059	-33%
Charges sur Opérations de trésorerie et Opérations interbancaires	229 805 259	327 574 032	
Charges sur Opérations de change	1 957 474	7 870 202	
Charges sur Prestations services financiers	14 194 799	31 086 825	
ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	43 406 072	56 352 706	-23%
Achats	43 406 072	56 352 706	
AUTRES CHGES EXTERNES ET CHGES DIVERSES D'EXPLOITATION	954 665 409	1 048 839 959	-9%
Services Extérieurs	121 280 252	72 928 514	
Autres Services Extérieurs	722 360 313	778 487 821	
Charges diverses d'exploitation	111 024 844	197 423 624	
CHARGES DE PERSONNEL	822 130 988	1 186 868 032	-31%
Salaires et traitements	734 348 743	1 066 219 916	
Charges Sociales	87 782 245	120 648 116	
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	5 609 730 855	4 789 940 163	17%
Dotations aux Amortissements des Immobilisations	565 215 211	339 642 955	
Dotation aux provisions pour risques et charges	5 044 515 644	4 450 297 208	
TOTAL 1	7 675 890 856	7 448 531 919	3%
CHARGES EXCEPTIONNELLES ET PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	391 931 650	3 364 330 335	-88%
Charges exceptionnelles	32 440 780	21 668 719	
Pertes sur exercices antérieurs	359 490 870	3 342 661 616	
TOTAL 2	1 030 744 775	3 364 330 335	-88%
TOTAL	8 067 822 506	10 812 862 254	-25%



FAGACE

FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET
DE COOPERATION ECONOMIQUE

UNE INSTITUTION FINANCIERE AU SERVICE
DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Le Fonds s'engage dans des domaines d'activités divers :

- | | | | |
|---------------------------|---|---|---|
| Industrie |  | Energie |  |
| Elevage |  | Transports |  |
| Agriculture |  | Commerce |  |
| Agro-industrie |  | Tourisme et hôtellerie |  |
| Télécommunications |  | Entreprises de production de biens et services |  |

01 B.P 2045 Cotonou (Bénin)
Tél : (229) 21 30 03 76 / 21 30 08 77
Fax: (229) 21 30 02 84
E-mail: courriel.fagace@le-fagace.org

WWW.LE-FAGACE.ORG